

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

Projet de loi n° 2

Loi modifiant la Loi de l'instruction publique

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. JACQUES-YVAN MORIN

Ministre de l'éducation

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1978

NOTES EXPLICATIVES

Le présent projet de loi modifie la Loi de l'instruction publique afin de donner suite aux chapitres 16 et 17 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois.

Il pourvoit à la constitution, à l'organisation et au fonctionnement d'une municipalité scolaire crie, d'une Commission scolaire crie, d'une municipalité scolaire Kativik et d'une Commission scolaire Kativik qui tiennent compte des besoins propres aux autochtones et de leur situation géographique particulière.

La douzième partie ajoutée à la Loi de l'instruction publique permet au lieutenant-gouverneur en conseil d'ériger une municipalité scolaire sous le nom «municipalité scolaire crie» comprenant les terres de la catégorie I des communautés cries de Fort George, Nouveau-Comptoir (Wemindji), Eastmain, Fort-Rupert, Waswanipi, Mistassini, Poste-de-la-Baleine et Némiscau.

Une corporation scolaire est constituée pour cette municipalité scolaire sous le nom de «Commission scolaire crie».

Cette commission scolaire est soumise à la Loi de l'instruction publique et aux autres lois du Québec d'application générale, sauf disposition inconciliable de la douzième partie.

L'ensemble des articles de la douzième partie précisent les particularités de la Commission scolaire crie dont les principales sont:

— la composition de la commission scolaire, soit un commissaire par communauté crie;

— un mode d'élections qui tient compte des coutumes des Cries;

— le pouvoir d'engager des autochtones comme enseignants et de mettre sur pied des cours permettant de les qualifier comme enseignants;

— le pouvoir de choisir des cours, manuels et matériel didactique convenant aux autochtones, d'élaborer des cours, ou conclure

des ententes à cet effet, de façon à préserver et perpétuer leur langue et leur culture;

— le financement de la commission scolaire conformément à la Convention de la Baie James et du Nord québécois, c'est-à-dire par le Québec et le Canada dans les proportions y établies.

La treizième partie ajoutée à la Loi de l'instruction publique permet au lieutenant-gouverneur en conseil d'ériger une municipalité scolaire sous le nom de «municipalité scolaire Kativik», comprenant tout le territoire du Québec situé au nord du 55ième parallèle.

Une corporation scolaire est constituée pour cette municipalité scolaire, sous le nom de «Commission scolaire Kativik».

Cette commission scolaire tout comme la Commission scolaire crie est, sauf disposition inconciliable de la treizième partie, soumise à la Loi de l'instruction publique et aux autres lois du Québec d'application générale.

Les articles de la treizième partie précisent les particularités de la Commission scolaire Kativik dont les principales sont:

— un commissaire par municipalité et un délégué de l'Administration régionale forment le conseil de la commission scolaire;

— le nombre de votes au conseil est fixé par l'importance de la population représentée;

— les élections sont faites en même temps que les élections municipales par l'autorité municipale;

— les comités d'éducation sont des organes consultatifs auxquels la commission scolaire peut déléguer des responsabilités;

— le pouvoir d'établir des programmes, de pourvoir à l'enseignement de matières et à l'utilisation de matériel diactique fondés sur la culture inuit et l'inuittituut;

— le pouvoir d'engager des enseignants inuit pour l'enseignement de la culture inuit et de l'inuittituut;

— l'exercice de certains pouvoirs par ordonnances soumises au ministre qui peut les désavouer sauf si elles concernent la culture inuit ou l'inuittituut;

— le financement de la commission scolaire conformément à la Convention de la Baie James et du Nord québécois, c'est-à-dire par le Québec et le Canada dans les proportions y établies.

Le présent projet de loi reconnaît les nominations de commissaires déjà faites par les conseils communautaires inuit et permet que soient aussi reconnues les élections tenues dans les communautés crie avant l'entrée en vigueur de la loi.

Projet de loi n° 2

Loi modifiant la Loi de l'instruction publique

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. La Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1964, S.R., chapitre 235) est modifiée par l'insertion, après l'article 643, de ce qui suit:

S.R.,
c. 235,
aa. 644-763,
aj.

«DOUZIÈME PARTIE

«DE LA COMMISSION SCOLAIRE CRIE

«**644.** Dans la présente partie, on entend par:

a) «autochtone»: une personne admissible aux bénéfices de la Convention conformément aux articles 9, 10 et 11 du Règlement concernant l'admissibilité aux bénéfices de la Convention de la Baie James et du Nord québécois adopté en vertu du paragraphe 6 de l'article 2 de la Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois (1976, chapitre 46);

Interpré-
tation:
«autoch-
tone»;

b) «Convention»: la Convention visée à l'article 1 de la Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois (1976, chapitre 46) et telle que modifiée à la date d'entrée en vigueur du présent article;

«Conven-
tion»;

c) «partie autochtone crie»: le Grand Council of the Crees (of Québec) ou ses successeurs, jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi établissant l'administration régionale prévue au chapitre 11A de la Convention, et, par la suite, l'administration régionale créée en vertu de ladite loi;

«partie
autochtone
crie»;

d) «terres de catégories I, II et III»: les terres de catégories I, II et III visées au deuxième alinéa.

«terres de catégories I, II et III».

Exception.

La présente partie ne s'applique pas à l'égard d'un autochtone qui est absent des terres prévues aux paragraphes *a* et *b* de l'article 648 pendant dix années consécutives et est domicilié hors desdites terres. La présente partie s'applique à nouveau à l'égard de cet autochtone lorsqu'il rétablit son domicile dans lesdites terres.

Délimitation des terres.

Pour les fins de la présente Partie, le lieutenant-gouverneur en conseil peut délimiter les terres de catégories I, II et III prévues à la Convention.

Municipalité scolaire crie.

«**645.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut ériger une municipalité scolaire sous le nom de «municipalité scolaire crie», comprenant les terres de la catégorie I des communautés cries de Fort George, Nouveau-Comptoir (Wemindji), Eastmain, Fort Rupert, Waswanipi, Mistassini, Poste-de-la-Baleine et Némiscau.

Entrée en vigueur.

L'arrêté en conseil décrétant cette érection entre en vigueur à la date à laquelle il est adopté ou à toute date ultérieure qui y est fixée; il est publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Municipalités scolaires rem-
placées.

La municipalité scolaire ainsi érigée remplace les municipalités scolaires déjà existantes dans le territoire décrit dans cet arrêté en conseil.

Constitution de la Commission scolaire crie.

«**646.** À compter de l'érection de la municipalité scolaire visée à l'article 645, une corporation scolaire est constituée pour cette municipalité sous le nom de «Commission scolaire crie». Sous réserve de l'article 657, cette corporation remplace les corporations scolaires déjà existantes dans ce territoire et succède à leurs droits et obligations.

Lois applicables.

«**647.** La commission scolaire est soumise à la présente loi et aux autres lois du Québec d'application générale sauf lorsque ces lois sont incompatibles avec les dispositions de la présente partie, auquel cas ces dernières prévalent.

Juridiction.

«**648.** La commission scolaire, à l'exclusion de toute autre commission scolaire, a juridiction sur l'enseignement élémentaire et secondaire et sur l'éducation des adultes, et en a la responsabilité:

a) dans les limites territoriales de la municipalité scolaire, à l'égard des autochtones et à l'égard de toute autre personne qui réside ordinairement dans ces limites territoriales ou dans les terres de la catégorie III entourées de terres de catégorie I, à l'exception de la population inuit de Poste-de-la-Baleine;

Exception.

b) dans les terres de la catégorie II, à l'égard des autochtones.

«**649.** La commission scolaire n'a pas juridiction sur les éta- Exception.
blissements non-autochtones dans les terres de la catégorie II.

«**650.** En plus des pouvoirs et devoirs des commissions sco- Pouvoirs.
laires, la commission scolaire a, sous réserve des lois qui s'y appli-
quent, les pouvoirs de:

a) conclure des ententes pour des fins scolaires avec tout groupe ou communauté;

b) conclure avec d'autres commissions scolaires du Québec des ententes en vertu desquelles ces commissions détachent à la commission scolaire crie du personnel enseignant qu'elles garantissent de reprendre à leur emploi, à l'expiration de leur contrat avec la commission scolaire crie;

c) établir l'utilisation d'examens normalisés.

«**651.** La commission scolaire possède aussi, sous réserve Pouvoirs.
seulement de l'approbation annuelle de son budget par le ministre, les pouvoirs spéciaux suivants:

a) conclure, conformément aux lois et règlements régissant telles ententes, avec le gouvernement du Canada des ententes sur des programmes d'enseignement et de formation qui ne sont pas dispensés en vertu d'une loi de la Législature;

b) fixer, en liaison avec le ministère de l'éducation, l'année scolaire et le calendrier scolaire, sous réserve seulement du nombre total de jours de scolarité par an requis par la loi et les règlements;

c) conclure des ententes pour l'enseignement post-secondaire aux personnes relevant de sa compétence;

d) acquérir, construire et entretenir des logements pour son personnel enseignant;

e) déterminer, de concert avec le ministère de l'éducation, le nombre de personnes autochtones et non-autochtones requises à titre d'enseignants dans chacune de ses écoles;

f) prendre, avec la ministère de l'éducation, des dispositions pour engager des autochtones comme enseignants, même s'ils ne possèdent pas des qualifications conformes aux normes appliquées dans les autres régions du Québec;

g) choisir des cours, manuels et matériel didactique convenant aux autochtones et prendre des dispositions pour les mettre à l'essai, les évaluer et, finalement, les faire approuver;

h) élaborer des cours, manuels et matériel didactique conçus pour préserver et perpétuer la langue et la culture des autochtones;

i) conclure des ententes avec des personnes, institutions, collèges ou universités en vue de l'élaboration de cours, manuels et matériel didactique correspondant aux programmes et services qu'elle offre;

j) donner à son personnel enseignant des instructions et des directives sur les méthodes d'enseignement et sur l'utilisation des manuels et du matériel didactique utilisés pour ces cours;

k) mettre sur pied des cours et des programmes de formation permettant la qualification d'autochtones comme enseignants;

l) mettre sur pied des cours et des programmes de formation destinés aux non-autochtones appelés à enseigner dans ses écoles;

m) conclure des ententes avec des personnes, institutions, collèges ou universités pour la formation des membres de son personnel enseignant et de ses futurs enseignants.

Enseignement moral et religieux.

«**652.** Tout enfant a droit à l'enseignement moral et religieux suivant un programme approuvé par un ministre du culte ou un prêtre desservant la communauté et par le comité protestant ou le comité catholique du Conseil supérieur de l'éducation. Tout enfant est exempté de cet enseignement moral et religieux à la demande de ses parents invoquant des raisons de conscience.

Langues d'enseignement.

«**653.** Les langues d'enseignement sont prévues à l'article 88 de la Charte de la langue française (1977, chapitre 5).

Règlements de la commission scolaire.

«**654.** Les règlements de la commission scolaire nécessitant l'approbation du ministre en vertu de la présente loi entrent en vigueur quarante jours après que copie en a été communiquée à ce dernier, à moins que, avant l'expiration de ce délai, il ne refuse par écrit son approbation.

Composition.

«**655.** La commission scolaire se compose de neuf commissaires; chacune des huit communautés crie énumérées à l'article 645 élit un commissaire pour la représenter, et la partie autochtone crie en désigne un parmi ses membres.

Élection.

«**656.** La commission scolaire fixe la date de l'élection des commissaires d'écoles.

Cens d'éligibilité.

Pour voter à l'élection d'un commissaire d'écoles et pour être éligible à un poste de commissaire, il faut être membre d'une communauté crie, être majeur et n'être frappé d'aucune incapacité légale; cependant, les non-autochtones qui ont droit aux services de la commission scolaire et qui ont qualité d'électeur au sens de la présente loi peuvent voter lors de l'élection de commissaires d'écoles.

«**657.** Le mandat des commissaires d'écoles est de trois ans; Mandat.
des premiers commissaires élus, trois le sont pour un mandat d'un an, et trois pour un mandat de deux ans; ces premiers commissaires dont les mandats ont une durée de moins de trois ans sont désignés par tirage au sort à la première séance de la commission scolaire.

Si le commissaire d'écoles désigné par la partie autochtone crie cesse d'en être membre avant la fin de son mandat de commissaire d'écoles, la partie autochtone crie désigne un autre commissaire pour terminer le mandat du titulaire qui n'est plus qualifié; Remplacement.

«**658.** Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe, par règlement, la procédure d'élection des commissaires après consultation avec la partie autochtone crie et en prenant en considération les coutumes et procédures des autochtones. Procédure d'élection.

«**659.** Les commissaires d'écoles ont droit aux frais de représentation prévus à l'article 205 et la commission scolaire leur rembourse, conformément aux règlements adoptés par elle à cette fin, tous les frais de déplacement, de logement et de repas effectivement encourus pour assister aux séances officielles de la commission scolaire. Frais de représentation, etc.

«**660.** Les édifices scolaires, installations, résidences et matériel scolaires appartenant à la Couronne ou à la Commission scolaire du Nouveau-Québec sont transférés ou loués à la commission scolaire à des fins d'utilisation pour une somme nominale. Les modalités du transfert ou du bail font l'objet d'une entente entre la commission scolaire, le gouvernement et la Commission scolaire du Nouveau-Québec et comportent le droit d'apporter aux édifices scolaires, installations, résidences et matériel, les modifications nécessaires pour atteindre les buts de la commission scolaire en matière d'éducation. Transfert des édifices scolaires, etc.

«**661.** La commission scolaire n'est propriétaire d'aucune terre. Par entente conclue entre elle et les administrations locales prévues à la Convention, elle a l'usage, dans les terres de la catégorie I, de terrains pour les édifices scolaires et résidences dont elle a besoin à des fins éducatives. Ces ententes sont conclues, moyennant une somme nominale, sous la forme d'un bail à long terme ou d'un contrat similaire, pour permettre à la commission scolaire d'accepter le transfert ou les baux des édifices scolaires, installations, résidences ou matériel prévus à l'article 660 et de construire les édifices dont elle pourrait avoir besoin. Les terres ainsi attribuées ne doivent pas être considérées comme étant exclues des terres de la catégorie I. Entente pour usage des terres.

Comité
d'école élé-
mentaire et
secondaire.

«**662.** La commission scolaire établit un comité d'école élémentaire pour chaque communauté où il y a au moins une école élémentaire et un comité d'école secondaire pour chaque communauté où il y a au moins une école secondaire.

Fonctions
des comités
d'école.

«**663.** Les comités d'école ont pour fonction de donner des avis sur les questions que la commission scolaire leur réfère et exercent les autres fonctions qu'elle leur délègue. La commission scolaire est tenue de les consulter à l'égard:

- a) du choix du personnel enseignant et des principaux d'écoles;
- b) du calendrier scolaire et de l'année scolaire;
- c) des changements aux programmes d'études.

Composi-
tion.

«**664.** Chaque comité d'école se compose de cinq à onze membres, dont un membre ou un délégué du conseil de bande de la communauté où l'école est située. Le nombre de parents siégeant au comité d'école est fixé chaque année par une assemblée générale des parents d'élèves fréquentant les écoles concernées. Le comité doit comprendre au moins un représentant élu par les parents des élèves de chaque école concernée; si au moins six élèves de l'école résident habituellement dans une autre communauté que celle où est située l'école, le comité doit comprendre au moins un représentant élu parmi les parents de ces élèves.

Mise sur
pied, etc.

«**665.** Les conditions de mise sur pied, de fonctionnement et de financement des comités d'école sont fixées par la commission scolaire.

Adminis-
trateur
local pour
l'éducation.

«**666.** La commission scolaire peut engager, sur la recommandation du comité d'école élémentaire ou du comité d'école secondaire d'une communauté, un administrateur local pour l'éducation.

Frais de
déplace-
ment, etc.

«**667.** La commission scolaire rembourse aux membres des comités d'école, conformément aux règlements adoptés par elle à cette fin, les frais de déplacement, de logement et de repas encourus pour assister aux séances officielles de leur comité tenues hors de la communauté dans laquelle ils résident.

Program-
mes en
vigueur,
etc.

«**668.** Les programmes en vigueur, les services assurés aux autochtones, les obligations prises à l'égard des autochtones et le financement desdits programmes, services et obligations sont maintenus conformément aux dispositions des articles 16.0.22, 16.0.23, 16.0.24 et 16.0.25 de la Convention.

«**669.** La commission scolaire n'est pas tenue d'imposer des taxes scolaires. Taxes scolaires.

«**670.** Le budget de la commission scolaire tient compte de la nature exceptionnelle de sa situation géographique et de la composition de sa population étudiante. Il prévoit, entre autres: Budget.

a) le coût de la construction, de l'entretien et du remplacement des édifices scolaires, résidences, installations et matériel;

b) l'accroissement du nombre d'élèves et le besoin d'installations scolaires appropriées;

c) le coût du transport des élèves et du personnel enseignant, y compris celui des élèves qui fréquentent des écoles ailleurs au Québec;

d) l'élaboration d'un programme spécial d'études visé à l'article 651;

e) le maintien de maisons de pension et de résidences pour les élèves qui fréquentent des écoles hors de leur communauté;

f) l'établissement et le maintien de programmes pour les maternelles et les installations nécessaires;

g) des programmes d'éducation physique et de sports;

h) des programmes d'éducation des adultes;

i) le versement de primes d'éloignement lorsqu'elles s'appliquent;

j) l'offre de conditions de travail et d'avantages pour attirer du personnel enseignant compétent et l'encourager à rester en poste de façon prolongée, compte tenu des conditions et avantages offerts dans les régions voisines.

«**671.** Les budgets annuels prévoyant les coûts d'immobilisation et de fonctionnement sont financés de la manière prévue à l'article 16.0.28 de la Convention. Financement des budgets.

«**672.** Nonobstant l'article 300, la publication d'avis publics à des fins scolaires peut être faite conformément aux règlements adoptés à cet effet par la commission scolaire et soumis au ministre pour approbation. Avis publics.

«**673.** La commission scolaire, en consultation avec le ministre, négocie les conditions de travail de ses employés, à l'exception du salaire de base, des avantages sociaux de base et de la charge de travail de base qui sont négociés au niveau provincial. Conditions de travail des employés.

«**674.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, modifier les dispositions relatives à la fréquentation scolaire Exemptions.

obligatoire à l'égard des autochtones relevant de la compétence de la commission scolaire.

Disposi-
tions non
applicables.

«**675.** Les dispositions de la présente loi relatives aux élections, aux taxes scolaires et à l'évaluation de la propriété ainsi qu'aux comités d'écoles et comités de parents ne s'appliquent pas à la commission scolaire.

«TREIZIÈME PARTIE

«DE LA COMMISSION SCOLAIRE KATIVIK

Interpré-
tation:
«Adminis-
tration ré-
gionale»;
«Conven-
tion»;

«**676.** Dans la présente partie, on entend par:

a) «Administration régionale»: l'Administration régionale prévue au chapitre 13 de la Convention;

b) «Convention»: la Convention visée à l'article 1 de la Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois et telle que modifiée à la date d'entrée en vigueur du présent article;

«municipi-
palité»;

c) «municipalité»: une municipalité prévue au chapitre 12 de la Convention;

«municipi-
palité sco-
laire»;

d) «municipalité scolaire»: une municipalité scolaire prévue à l'article 677;

«terri-
toire».

e) «territoire»: tout le territoire du Québec situé au nord du 55ième parallèle.

Disposi-
tions non
appli-
cables.

La présente partie ne s'applique pas à l'égard d'une personne admissible aux bénéfices de la Convention conformément aux articles 12, 13 et 14 du Règlement concernant l'admissibilité aux bénéfices de la Convention de la Baie James et du Nord québécois adopté en vertu du paragraphe 6 de l'article 2 de la Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois (1976, chapitre 46) qui est absente du territoire pendant dix années consécutives et est domiciliée hors du territoire; la présente partie s'applique à nouveau à l'égard de cette personne lorsqu'elle rétablit son domicile dans le territoire.

Municipi-
palité sco-
laire Kati-
vik.

«**677.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut ériger une municipalité scolaire sous le nom de «municipalité scolaire Kativik», comprenant tout le territoire.

Entrée en
vigueur.

L'arrêté en conseil décrétant cette érection entre en vigueur à la date à laquelle il est adopté ou à toute date ultérieure qui y est fixée; il est publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Municipi-
palités sco-
laires rem-
placées.

La municipalité scolaire ainsi érigée remplace les municipalités scolaires déjà existantes dans le territoire décrit dans cet arrêté en conseil.

Néanmoins, toute future municipalité qui n'est pas prévue dans les dispositions de la Convention peut être constituée en une municipalité scolaire distincte, après consultation préalable entre le ministère de l'éducation et la Commission scolaire Kativik. Municipalité scolaire distincte.

«**678.** À compter de l'érection de la municipalité scolaire visée à l'article 677, une corporation scolaire est constituée pour cette municipalité sous le nom de «Commission scolaire Kativik». Commission scolaire Kativik.

Sous réserve de l'article 754, cette corporation remplace les corporations scolaires déjà existantes dans ce territoire et succède à leurs droits et obligations. Corporations scolaires remplacées.

«**679.** La population crie de la communauté de Poste-de-la-Baleine est sous la juridiction de la Commission scolaire crie et la population inuit de la communauté de Fort George a le choix d'être sous la juridiction de la Commission scolaire Kativik ou de la Commission scolaire crie. Ce choix doit être fait conformément aux règlements adoptés à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil. Choix.

Le choix de la Commission scolaire Kativik, tant qu'il dure, donne à la population inuit de la communauté de Fort George le droit d'élire un commissaire pour la représenter à ladite commission scolaire. Droit de la population inuit de Fort George.

«**680.** La commission scolaire est soumise à la présente loi et aux autres lois du Québec d'application générale sauf lorsque ces lois sont incompatibles avec les dispositions de la présente partie, auquel cas ces dernières prévalent. Soumission aux lois.

«**681.** La commission scolaire a compétence sur l'enseignement élémentaire et secondaire et sur l'éducation des adultes et en a la responsabilité. Compétence.

«**682.** La commission scolaire est représentée par son conseil, qui en administre les affaires. Administration.

«**683.** Les ordonnances, résolutions et autres actes de la commission scolaire sont adoptés par le conseil en session. Ordonnances, etc.

«**684.** Chaque municipalité est représentée par un commissaire à la commission scolaire. De plus, le conseil de l'Administration régionale délègue par résolution un conseiller régional pour la représenter à la commission scolaire. Municipalité représentée.

«**685.** Le conseil de la commission scolaire détermine chaque année par ordonnance le jour et l'heure, le lieu, la fréquence et la procédure de ses séances. Séances.

Voix des
membres
du conseil.

«**686.** Chaque membre du conseil dispose d'une voix; il dispose d'une voix additionnelle s'il représente plus de 500 habitants ou de deux voix additionnelles s'il représente plus de 5,000 habitants, d'après le dernier recensement officiel.

Conseiller
régional
délégué.

Le conseiller régional délégué par le conseil de l'Administration régionale en vertu de l'article 684 ne dispose que d'une voix.

Pouvoirs
exercés par
ministre.

«**687.** S'il n'y a plus de commissaires ou si leur nombre est insuffisant pour qu'il y ait quorum, les pouvoirs de la commission scolaire sont exercés par le ministre qui, après avoir consulté l'Administration régionale, peut les déléguer à un administrateur qu'il nomme, jusqu'à ce que la commission scolaire soit réorganisée.

Comité
exécutif.

«**688.** La commission scolaire est pourvue d'un comité exécutif qui se compose de cinq membres, dont un président et un vice-président désignés par le conseil; ces membres sont nommés comme suit;

a) quatre membres parmi les commissaires sont nommés chaque année par résolution du conseil; et

b) le cinquième membre est, d'office, le conseiller régional délégué par le conseil de l'Administration régionale en vertu de l'article 684.

Président,
etc.

Le président et le vice-président du comité exécutif sont, d'office, président et vice-président du conseil.

Adminis-
tration et
régie
interne.

«**689.** Le comité exécutif, avec l'approbation du conseil, peut adopter une résolution concernant son administration et sa régie interne.

Quorum du
comité
exécutif.

Trois membres constituent le quorum du comité exécutif. Chaque membre du comité exécutif dispose d'une voix.

Fonctions.

Le comité exécutif dirige les affaires et les activités de la commission scolaire et veille à ce que ses ordonnances et décisions, résolutions et contrats soient fidèlement et impartialement observées et exécutées.

Président.

«**690.** Durant les cinq premières années faisant suite à la première élection des commissaires, et par la suite, s'il est jugé nécessaire après consultation préalable entre le ministre et la commission scolaire, le président du comité exécutif consacre tout son temps au service de la commission scolaire et ne peut avoir d'autre occupation ni emploi rémunéré, ni occuper une autre fonction publique, sauf celle de membre du comité d'éducation de la municipalité qu'il représente ou celle de conseiller régional. Le président du comité exécutif a droit à la rémunération établie par le lieutenant-gouverneur en conseil.

«**691.** Toute personne physique, majeure, possédant la ^{Cens d'éligibilité.} citoyenneté canadienne et qui n'est frappée d'aucune incapacité légale peut être mise en candidature, élue ou nommée commissaire de la commission scolaire pour représenter la municipalité où elle réside si elle est domiciliée ou si elle réside ordinairement dans la municipalité scolaire depuis au moins trente-six mois. Dans le cas d'une municipalité nouvellement érigée, le ministre peut, pendant les premiers trente-six mois suivant l'érection, changer les exigences concernant le domicile et la résidence.

«**692.** Les personnes suivantes ne peuvent être mises en can- <sup>Excep-
tions.</sup> didature, ni élues, ni nommées commissaires:

a) les personnes mentionnées aux paragraphes 3°, 4° et 5° de l'article 123 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193);

b) toute personne trouvée coupable d'un acte punissable, en vertu d'une loi du Parlement du Canada ou de l'Assemblée nationale du Québec, d'un an d'emprisonnement ou plus; cette inhabilité subsiste trois ans après le terme d'emprisonnement fixé par la sentence et, s'il y a condamnation à une amende seulement ou, si la sentence est suspendue, durant trois ans de la date de cette condamnation;

c) toute personne trouvée coupable d'un acte criminel punissable de cinq ans d'emprisonnement ou plus, après avoir été antérieurement reconnue coupable de deux actes criminels ainsi punissables; cette inhabilité subsiste dix années après le terme de l'emprisonnement fixé par la sentence et, s'il y a condamnation à une amende seulement ou si la sentence est suspendue, durant dix années de la date du jugement de culpabilité;

d) toute personne qui est responsable des deniers de la commission scolaire;

e) toute personne qui est caution pour un employé du conseil; ou

f) toute personne qui reçoit des deniers ou d'autres considérations de la commission scolaire pour ses services, autrement qu'en vertu d'une disposition législative, sauf lorsqu'une description des deniers ou autres considérations a été affichée publiquement aux bureaux de la commission scolaire et de la municipalité au moment de sa mise en candidature, de son élection ou de sa nomination et que cette description demeure ainsi affichée avec toutes les additions et suppressions, s'il en est, tant qu'il demeure en fonction.

«**693.** Ne peut être mis en candidature ni élu ni nommé ^{Inhabilité.} commissaire quiconque a, directement ou indirectement, par lui-même ou par ses associés, un contrat avec la commission scolaire, à moins que la description de tout tel contrat n'ait été publiquement

affichée aux bureaux de la commission scolaire et de la municipalité au moment de sa mise en candidature, de son élection ou de sa nomination, et qu'elle le reste, avec toutes les additions ou suppressions, s'il en est, tant qu'il demeure en fonction.

Enseignant.

Un contrat d'engagement conclu avec un enseignant ne rend pas son conjoint inhabile à être mis en candidature, élu ou nommé commissaire.

Actionnaire d'une compagnie.

Toutefois, un actionnaire d'une compagnie légalement constituée qui a un contrat ou une convention avec la commission scolaire, ou qui en reçoit une subvention ou un octroi, n'est pas inhabile à agir à titre de commissaire; mais il est réputé être intéressé s'il s'agit de délibérer, au conseil ou dans un comité, sur quelque mesure concernant cette compagnie, sauf lorsque cette compagnie est l'entité légale visée à l'article 27.0.1 de la Convention ou l'une de ses filiales, ou l'une des corporations communautaires inuit locales visées à l'article 7.1.2 du chapitre 7 de la Convention, auxquels cas il n'est réputé être intéressé que s'il est dirigeant ou administrateur de ladite compagnie.

Fonction incompatible.

«**694.** Nul ne peut agir à titre de commissaire ni occuper aucune autre fonction à la commission scolaire, à moins d'avoir en tout temps le cens d'éligibilité et d'avoir en tout temps les qualifications exigées par la présente partie.

Droit de vote.

«**695.** Le droit de voter à une élection est reconnu à toute personne, corporation, société commerciale ou association qui est inscrite sur la liste électorale en vigueur et servant au scrutin et, s'il s'agit d'une personne physique, qui n'est frappée d'aucune incapacité prévue par la présente partie pendant la préparation de la liste électorale et au moment de voter.

Inscription sur la liste électorale.

«**696.** Toute personne physique, majeure et possédant la citoyenneté canadienne a droit d'être inscrite sur la liste électorale si elle est domiciliée ou si elle réside ordinairement dans la municipalité depuis au moins douze mois avant la date de l'élection.

Corporations, etc.

Les corporations, sociétés commerciales et associations sont aussi inscrites sur la liste électorale si elles ont leur siège social ou principale place d'affaires dans la municipalité depuis au moins douze mois avant la date de l'élection. Elles votent par l'entremise d'un représentant autorisé à cet effet par une résolution du conseil d'administration dont copie doit être déposée au bureau de la municipalité dans les trente jours suivant la date de publication de l'avis d'élection.

Élection pour nouvelle municipalité.

«**697.** Dans le cas d'une municipalité nouvellement érigée, le ministre peut, pendant les premiers douze mois suivant la date de

l'érection, changer aux fins de l'élection scolaire les délais mentionnés à l'article 696.

«**698.** L'élection générale des commissaires a lieu une fois Élection. tous les deux ans le premier mercredi de septembre.

Dans le cas d'une municipalité nouvellement érigée, la première Nouvelle municip- palité. élection scolaire a lieu le dixième mercredi suivant l'érection de cette municipalité.

«**699.** Le secrétaire-trésorier de la municipalité agit comme Président d'élection. président d'élection de toute élection qui se fait en vertu de la présente partie. Le président d'élection peut nommer un scrutateur et autant de greffiers de scrutin qu'il juge nécessaires pour l'assister dans sa fonction.

«**700.** Le président d'élection dresse la liste électorale de la Liste électorale. municipalité entre le premier juillet et le premier août suivant, et doit, le premier août, déposer la liste électorale au bureau de la municipalité, où le public peut la consulter.

Entre le premier et le quinze août, la liste électorale est révi- Révision. sée par une commission de révision composée du président d'élection et de deux personnes ayant le droit d'être inscrites sur la liste électorale et choisies par lui.

«**701.** Toute personne, corporation, société commerciale ou Inscription sur la liste électorale. association, qui croit que son nom ou celui de toute autre personne a été omis de la liste ou a été inscrit sans droit sur cette liste, peut déposer une demande écrite au bureau de la municipalité, entre le premier et le quinze août, pour faire inscrire ou rayer ce nom, selon le cas.

«**702.** La commission de révision prend la demande écrite en Audition et preuve. considération, entend les parties intéressées et, si elle le juge nécessaire, reçoit leur preuve sous serment.

La commission de révision peut, par la décision finale qu'elle Décision finale. prend sur chaque demande, confirmer ou réviser la liste. Toute addition, rature ou correction faite doit être authentiquée par les initiales du président d'élection.

La liste électorale entre en vigueur aussitôt qu'elle est dressée Entrée en vigueur. et révisée en conformité avec la présente partie et doit être conservée dans les archives de la municipalité.

«**703.** Aucune erreur de forme dans la préparation, confection, Erreur de forme. révision ou mise en vigueur de la liste n'a pour effet de l'invalider, à moins qu'il n'en résulte une injustice réelle.

Avis
public.

«**704.** Le premier juillet de l'année où se tient l'élection, le président d'élection doit, par avis public, annoncer:

a) les lieu, jour et heure fixés pour la présentation des candidats;

b) le jour de l'ouverture des bureaux de votation pour la réception des votes des électeurs, s'il y a scrutin; et

c) la nomination du scrutateur et des greffiers du scrutin.

Période
électorale.

La période électorale commence le jour de la publication de l'avis d'élection et se termine, pour chacun des candidats à une charge, le jour où le président d'élection déclare élu un candidat à cette charge.

Mise en
candida-
ture.

«**705.** La mise en candidature pour une élection a lieu le dernier mercredi du mois d'août entre treize et dix-sept heures.

Présenta-
tion de
candidat.

«**706.** Trois électeurs habiles à voter et dont les noms sont inscrits sur la liste électorale en vigueur dans la municipalité peuvent présenter un candidat à la charge de commissaire.

Bulletin
de présen-
tation.

«**707.** Le bulletin de présentation doit être accompagné du consentement écrit du candidat et de sa déclaration établissant qu'il est citoyen canadien et qu'il a le cens d'éligibilité.

Candidat
élu par pro-
clamation.

«**708.** Si, à l'expiration du délai fixé pour la présentation des candidats à la charge de commissaire, il n'y a qu'un candidat mis en nomination pour ladite charge, ce candidat se trouve élu par le fait même, et il est du devoir du président d'élection de proclamer immédiatement le candidat élu.

Scrutin.

Lorsque plusieurs personnes sont mises en candidature pour la charge de commissaire, le président d'élection doit annoncer la tenue d'un scrutin.

Désiste-
ment.

«**709.** Un candidat peut se désister en tout temps avant la clôture du scrutin, en transmettant au président d'élection une déclaration à cet effet; et tous les votes donnés en faveur du candidat qui s'est ainsi désisté sont nuls et non avenue. Et si, après ce désistement, il ne reste qu'un seul candidat pour la charge de commissaire, le président d'élection doit le déclarer élu.

Commis-
saire nom-
mé par le
ministre.

«**710.** Si, à l'expiration du délai prévu à cette fin, aucune personne n'a été mise en candidature ou si toutes celles qui ont été mises en candidatures se sont désistées avant la clôture du scrutin, le président d'élection doit immédiatement en aviser l'Administration régionale qui, dès lors, formule des recommandations au ministre pour la nomination d'un commissaire.

Si la mise en candidature n'a pu avoir lieu parce que la liste électorale n'a pas été mise en vigueur en temps utile, le président d'élection doit recommencer sans délai les procédures de l'élection pour combler la charge et donner à cette fin l'avis prévu à l'article 704. Dans ce cas, le président d'élection doit voir à ce que les procédures électorales déjà commencées soient poursuivies si elles ont été valablement faites.

Procédure
d'élection
recommen-
cée.

«**711.** Lorsqu'un scrutin est nécessaire, le président d'élection doit donner un avis public, établir un bureau de votation et faire faire les boîtes de scrutin qui sont nécessaires. Le bulletin de vote est un papier sur lequel les noms des candidats ainsi que leur transcription syllabique sont inscrits et imprimés alphabétiquement.

Bulletin de
vote, etc.

«**712.** Les bureaux de votation doivent être ouverts à neuf heures et le rester jusqu'à dix-huit heures le même jour. La commission scolaire peut, par résolution, fixer à une heure plus tardive que dix-huit heures, mais non au-delà de vingt heures le même jour, la fermeture des bureaux de votation.

Bureaux de
votation.

«**713.** En sus du président d'élection, sont seuls admis durant le temps où le bureau reste ouvert, à se tenir dans la pièce où se donnent les votes: les officiers d'élection, les candidats et les agents ou représentants dûment nommés des candidats, lesquels ne doivent pas être plus de deux.

Officiers
d'élection.

«**714.** Le vote a lieu au scrutin secret; un électeur ne peut voter qu'une fois à l'élection du commissaire.

Scrutin
secret.

«**715.** À la demande de tout votant qui ne sait pas lire ou qui, pour cause d'infirmité corporelle, est incapable de voter de la manière prescrite, le président d'élection doit, en la seule présence des candidats ou de leurs agents ou représentants, aider ce votant à marquer son bulletin suivant que le votant le requiert.

Aide au
votant.

«**716.** Le président d'élection doit inscrire dans le registre du scrutin, en regard du nom de chaque électeur qui vote, le mot «voté», aussitôt que le bulletin de vote a été déposé dans la boîte du scrutin.

«voté».

«**717.** Tout employeur doit, le jour du scrutin, accorder à chaque électeur à son emploi au moins quatre heures pour voter, en outre du temps normalement accordé pour le repas du midi, et il ne doit faire aucune déduction sur le salaire de cet électeur.

Congé pour
voter.

«**718.** À dix-huit heures ou, le cas échéant, à l'heure fixée par la commission scolaire en vertu de l'article 712, le bureau de

Fermeture
du bureau
de votation.

votation est fermé et le scrutin est clos et le président d'élection ouvre les boîtes du scrutin; il procède au dépouillement et dresse la liste du nombre des votes donnés en faveur de chaque candidat.

Commissaire élu.

«**719.** Dès que les résultats définitifs du scrutin sont connus, le président d'élection proclame immédiatement élu commissaire le candidat qui a recueilli le plus grand nombre de votes et en informe la population par avis public.

Égalité des votes.

En cas d'égalité des votes, le président d'élection procède à un tirage au sort public et proclame élue la personne favorisée par le sort.

Copie.

Une copie de l'avis public est insérée aux livres de la commission scolaire et de la municipalité.

Secret du vote dans le bureau de votation.

«**720.** Les candidats, officiers d'élection, agents ou représentants d'un candidat, qui sont de service dans un bureau de votation, doivent garder et aider à garder le secret du vote à ce bureau, et aucun d'eux ne doit, avant la clôture du scrutin, faire connaître à qui que ce soit qu'un électeur a ou n'a pas voté ou demandé à voter à ce bureau.

Intervention auprès d'un électeur.

«**721.** Nul candidat, officier d'élection, agent, représentant ou autre personne ne doit intervenir ou tenter d'intervenir auprès d'un électeur qui est à remplir son bulletin, ni autrement essayer de savoir, dans le bureau de votation, en faveur de quel candidat l'électeur se propose de voter ou a voté à ce bureau.

Confidentialité des renseignements.

«**722.** Nul candidat, officier d'élection, agent, représentant ou autre personne ne doit communiquer à qui que ce soit et à quelque moment que ce soit des renseignements qu'il a obtenus, à l'intérieur du bureau de votation, au sujet du nom du candidat en faveur de qui un électeur se propose de voter ou a voté.

Scrutin secret.

«**723.** Les candidats, officiers d'élection, agents ou représentants d'un candidat, présents au dépouillement du scrutin, doivent garder et aider à garder le secret du scrutin et aucun d'eux ne doit chercher, pendant le dépouillement, à connaître le nom du candidat en faveur de qui un électeur a voté, ni communiquer à qui que ce soit les renseignements qu'il a obtenus à ce sujet lors du dépouillement.

Élection non déclarée nulle.

«**724.** Aucune élection ne doit être déclarée nulle en raison d'absence du droit de suffrage chez les signataires d'un bulletin de présentation qu'un président d'élection a admis en vertu des dispositions de la présente partie.

«**725.** Aucune élection ne doit être déclarée nulle à raison de l'inaccomplissement des formalités prescrites par la présente partie pour les opérations du scrutin ou le dépouillement des votes, s'il paraît au tribunal chargé de connaître de la question que les procédures électorales ont été conduites conformément aux principes établis par la présente partie, et que cet inaccomplissement ou cette erreur n'a pas influé sur le résultat de l'élection. Élection non déclarée nulle.

Aucune élection ne doit être déclarée nulle à raison de l'inaccomplissement des prescriptions de la présente partie quant aux délais qu'elle fixe, à moins qu'il ne paraisse au tribunal que cet inaccomplissement a pu influencer sur le résultat de l'élection. Idem.

«**726.** Toute élection d'un commissaire, faite par les électeurs, peut être contestée par tout électeur, pour cause de violence, de corruption, de fraude ou d'incapacité ou pour défaut d'observation des formalités essentielles, par le dépôt d'un avis de contestation auprès de l'Administration régionale dans les trente jours qui suivent l'élection. Contestation d'élection.

«**727.** Sur réception d'un tel avis, l'Administration régionale agit à titre de conciliateur, rencontre les parties et s'efforce d'en arriver à une entente. L'Administration régionale fait rapport aux parties dans un délai de trente jours à compter de la réception de l'avis. Conciliateur.

Les parties au litige doivent assister à toutes les assemblées auxquelles elles sont convoquées par l'Administration régionale. Si elles refusent ou négligent de le faire, l'intervention de l'Administration régionale est réputée avoir été infructueuse. Intervention réputée infructueuse.

«**728.** Si l'intervention de l'Administration régionale a été infructueuse, la connaissance et la décision de telles contestations appartiennent, à l'exclusion de tout autre tribunal, à la Cour provinciale ayant juridiction dans le territoire. Juridiction de la Cour provinciale.

«**729.** Cette contestation est instituée devant la cour par une action ordinaire, qui doit être signifiée aux intéressés, dans les soixante jours de la date de l'élection. Action intentée.

«**730.** Le commissaire peut se démettre de ses fonctions en transmettant sa démission, sous sa signature, au directeur général; le mandat du commissaire expire à compter de la remise de l'écrit au directeur général qui le transmet au conseil à la séance suivante. Démission d'un commissaire.

Le décès du commissaire met fin à son mandat. Décès.

Le mandat du commissaire se termine également s'il a fait défaut d'assister au moins à trois séances consécutives du conseil. Absence des séances.

Élection
annulée.

Lorsque la Cour provinciale annule l'élection d'un commissaire ou lorsqu'un commissaire, en cours de mandat, cesse d'avoir l'habilité et le cens d'éligibilité requis par la loi, sa charge devient, du fait même, vacante.

Mandat de
commissaire
expiré.

«**731.** Sous réserve des dispositions de l'article 732, lorsque le mandat d'un commissaire expire plus de six mois avant l'élection générale fixée par l'article 698, le conseil peut, dans les quinze jours qui suivent la vacance, élire une personne ayant les qualités requises par l'article 691 pour remplir la charge de ce membre pendant le reste du mandat.

Élection.

Cette élection se fait au scrutin secret et le directeur général de la commission scolaire proclame élue la personne qui obtient la majorité des votes des membres du conseil présents. En cas d'égalité des votes, le président doit donner un vote prépondérant.

Nouvelle
élection.

«**732.** Les procédures d'une nouvelle élection pour remplir une vacance au conseil doivent être commencées dans les huit jours si:

- a) l'élection du commissaire n'a pas eu lieu au temps prescrit par la présente partie; ou
- b) pour cause de vacance, le nombre des membres du conseil en fonction qui demeurent est inférieur au quorum; ou
- c) le conseil ne s'est pas prévalu des dispositions de l'article 731.

Procédure.

Cette élection se déroule à tous les égards de la même manière qu'une élection générale. Le secrétaire-trésorier de la municipalité ne peut recommencer ces procédures d'élection plus d'une fois.

Avis à
l'Adminis-
tration
régionale.

«**733.** Lorsqu'une élection visée par l'article 732 n'a pas eu lieu au temps prescrit par la présente partie, avis en est immédiatement envoyé à l'Administration régionale qui, dès lors, formule des recommandations au ministre pour la nomination d'un commissaire.

Durée du
mandat.

«**734.** Tout membre du conseil élu ou nommé en remplacement d'un autre ne détient sa charge que durant le reste du temps pour lequel son prédécesseur était élu ou nommé.

«Comité
d'éduca-
tion».

«**735.** Un comité de parents est institué dans chaque municipalité sous le nom de «comité d'éducation».

Composi-
tion.

Le comité d'éducation se compose de cinq à onze parents résidant dans la municipalité, tel que déterminé par la Commission scolaire, élus chaque année à la date et selon les modalités déterminées par ordonnance de la commission scolaire.

La commission scolaire peut, avec l'approbation du ministre, ^{Modifica-} modifier la composition des comités d'éducation et les critères de participation auxdits comités.

De plus, si les membres élus du comité d'éducation en décident ^{Membres sans droit de vote.} ainsi après avoir consulté le conseil de la commission scolaire, le commissaire de la municipalité, le directeur de l'éducation dans la municipalité, le représentant des enseignants, le maire de la municipalité et un délégué du conseil municipal local chargé des affaires culturelles, ou leurs représentants dûment autorisés, peuvent être membres du comité d'éducation sans avoir le droit d'y voter ni d'en être nommés président.

Les comités d'éducation sont des organes consultatifs possédant des pouvoirs de recommandation auprès de la commission scolaire, sauf pour les responsabilités qui leur sont déléguées par ordonnance de la commission scolaire. Les articles 66 à 70 ne s'appliquent pas. ^{Fonctions.}

«**736.** Les membres des comités d'éducation qui assistent à des séances hors de leur municipalité sont remboursés de leurs frais de déplacement et touchent une allocation journalière couvrant toutes autres dépenses telles que gîte et couvert. ^{Frais de déplacement, etc.}

«**737.** Tout enfant a droit à l'enseignement moral et religieux suivant un programme approuvé par un ministre du culte ou un prêtre desservant la municipalité et par le comité protestant ou le comité catholique du Conseil supérieur de l'éducation. Tout enfant est exempté de cet enseignement moral ou religieux à la demande de ses parents invoquant des raisons de conscience. ^{Enseignement moral et religieux.}

«**738.** Les langues d'enseignement sont prévues à l'article 88 de la Charte de la langue française (1977, chapitre 5). ^{Langues d'enseignement.}

«**739.** La commission scolaire peut, pour des fins éducatives, conclure des ententes avec le gouvernement du Canada ou avec d'autres commissions scolaires des établissements d'enseignement ou des particuliers, sous réserve des lois qui régissent de telles ententes. ^{Ententes.}

«**740.** La délégation de pouvoirs en vertu des articles 202b et 202d se fait par ordonnance de la commission scolaire. ^{Délégation de pouvoirs.}

«**741.** La commission scolaire peut établir un centre de développement de programmes dont les fonctions sont de choisir des cours, des manuels et du matériel didactique convenant à la population inuit, et prendre des dispositions pour les mettre à l'essai, les évaluer et finalement les faire approuver. ^{Centre de développement de programmes.}

Ordonnances pour établissement de programmes, etc.

«**742.** La commission scolaire peut, par ordonnance, pourvoir à l'établissement de programmes, à l'enseignement de matières et à l'utilisation de matériel didactique fondés sur la culture inuit et l'inuttituut.

Approbation.

«**743.** Toutes les ordonnances sont immédiatement transmises au ministre dès leur adoption. Le ministre examine ces ordonnances dans les quarante jours qui suivent et il peut refuser son approbation par écrit, sauf lorsque les matières y traitées sont fondées sur la culture inuit et sur l'inuttituut. À moins que le ministre n'ait refusé de les approuver toutes les ordonnances entrent automatiquement en vigueur quarante jours après la date de leur adoption ou, avant la fin de ce délai, à la date indiquée par le ministre.

Engagement d'enseignants.

«**744.** Il est du devoir de la commission scolaire d'engager des enseignants dûment qualifiés pour enseigner dans les écoles sous sa juridiction. Le paragraphe 1° de l'article 203 ne s'applique pas.

Vote interdit.

Aucun commissaire ne peut voter sur toute question concernant un membre de sa famille.

Calendriers scolaires.

«**745.** La commission scolaire peut établir par ordonnance un ou plusieurs calendriers scolaires en s'inspirant des règles existantes.

Conditions de travail.

«**746.** La commission scolaire, en consultation avec le ministre, négocie les conditions de travail de ses employés, à l'exception du salaire de base, des avantages sociaux de base et de la charge de travail de base, qui sont négociés au niveau provincial.

Cours spéciaux.

«**747.** La commission scolaire peut établir par ordonnance des cours spéciaux de formation pour ses enseignants.

Directeur général.

«**748.** Sous réserve des articles 689 et 690, le conseil de la commission scolaire nomme un directeur général et, sous la direction de ce dernier, il peut nommer un directeur général adjoint et un secrétaire général.

Personnel de cadre.

Il nomme également sous la direction du directeur général le personnel de cadre et de gérance et tout autre personnel requis pour l'administration.

Directeur général adjoint.

En cas d'absence ou d'incapacité d'agir du directeur général, le directeur général adjoint assume ses fonctions et pouvoirs.

Désignation.

Le directeur général et le directeur général adjoint peuvent être désignés parmi les personnes qui exercent les fonctions de ca-

dres à l'exclusion de celle de secrétaire général, et peuvent remplir toutes ou plusieurs des fonctions de cadres.

Sous réserve des règlements édictés en vertu du paragraphe 1^o de l'article 16, le conseil de la commission scolaire établit, par règlement, les fonctions du personnel de cadre et de gérance.

Fonction
du per-
sonnel de
cadre.

«**749.** Les commissaires sont indemnisés de leurs dépenses, conformément aux dispositions de l'article 17.0.71 de la Convention.

Indemni-
sation.

«**750.** La commission scolaire peut pourvoir au transport des enfants fréquentant une école sous sa juridiction, sous réserve de l'approbation budgétaire pour ce service.

Transport
des
enfants.

«**751.** Nonobstant le premier alinéa de l'article 219, les commissaires, après avoir décidé, par résolution adoptée à une session régulièrement tenue, de ne pas engager une personne occupant une fonction pédagogique ou éducative pour l'année suivante, doivent, au moins soixante jours avant la date d'expiration de l'engagement de cette personne ou, s'il s'agit d'un engagement se terminant à la fin d'une année scolaire, soixante jours avant la fin de cette année scolaire, lui signifier, par écrit, leur intention à cette fin; dans cet avis, ils ne sont pas tenus de donner les raisons qui motivent leur décision.

Avis de
congé-
dement.

«**752.** Le conseil peut établir par ordonnance les qualifications et normes d'embauche pour les enseignants inuit dispensant l'enseignement de la culture inuit et de l'inuttituut. Ces enseignants ne sont pas assujettis aux dispositions des règlements en vigueur concernant les qualifications des enseignants.

Qualifi-
cation et
normes
d'emba-
che.

«**753.** La commission scolaire peut encourir des dépenses pour la construction, l'amélioration ou l'agrandissement d'édifices destinés à des fins éducatives, y compris les résidences pour enseignants, pourvu que ces dépenses soient comprises dans le budget d'immobilisations approuvé.

Dépenses.

L'article 225 ne s'applique pas.

Disposition
non appli-
cable.

«**754.** Tous les édifices destinés à des fins éducatives, y compris les résidences pour enseignants qui appartiennent à la commission scolaire du Nouveau-Québec, ainsi que tout le matériel et les autres biens qui s'y trouvent comme faisant partie de l'équipement ordinaire sont cédés à la commission scolaire conformément à des modalités à être fixées par entente et pour une somme nominale.

Édifices,
etc., cédés
à la com-
mission
scolaire.

«**755.** La commission scolaire n'est pas tenue d'établir un rôle d'évaluation ni d'imposer des taxes scolaires sur la propriété

Rôle d'éva-
luation,
taxes
scolaires.

pour couvrir ses dépenses de fonctionnement ou la construction d'écoles.

Recensement scolaire.

«**756.** Les modalités du recensement scolaire annuel sont déterminées par ordonnance de la commission scolaire.

Fréquentation scolaire.

«**757.** La commission scolaire peut exempter de la fréquentation scolaire obligatoire tout enfant qui est totalement ou partiellement soutien de famille.

Affichage d'avis publics.

«**758.** La commission scolaire peut déterminer par ordonnance la manière d'afficher les avis publics requis par la présente loi.

Loi non applicable.

«**759.** La Loi des subventions aux commissions scolaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 237) ne s'applique pas.

Aide financière aux élèves.

«**760.** Sous réserve de son approbation, le budget assure le maintien de l'aide financière nécessaire aux élèves qui fréquentent des écoles en dehors du territoire pour suivre des cours que n'offre pas la commission scolaire.

Financement des services, etc., éducatifs.

«**761.** Le financement des services et programmes éducatifs tels qu'ils étaient dispensés à la population du territoire le 11 novembre 1975 est maintenu conformément aux dispositions de l'article 17.0.84 de la Convention.

Budgets annuels.

«**762.** Les budgets annuels prévoyant les coûts d'immobilisation et de fonctionnement sont financés de la manière prévue à l'article 17.0.85 de la Convention.

Règlement déclaré inapplicable.

«**763.** La commission scolaire peut faire des recommandations au lieutenant-gouverneur en conseil pour qu'il déclare inapplicable, en tout ou en partie, tout règlement adopté en vertu de la présente loi. »

Élections de commissaires validées.

2. Le ministre de l'éducation peut reconnaître, à compter de la date qu'il détermine, les élections des commissaires de la Commission scolaire crie qui ont eu lieu avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi pour valoir comme si elles avaient été tenues en vertu de la Douzième Partie de la Loi de l'instruction publique.

Commission scolaire Kativik avant la création de l'Administration régionale.

3. Jusqu'à la création de l'Administration régionale prévue au chapitre 13 de la Convention et des municipalités prévues au

chapitre 12 de la Convention, le conseil des commissaires de la Commission scolaire Kativik est composé des représentants officiels dont les noms ont été soumis au ministre de l'éducation par une résolution officielle des conseils communautaires dûment reconnus, laquelle résolution doit avoir été adoptée avant l'expiration des quinze jours qui suivent la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Pour les communautés où les commissaires n'ont pas été dési- Nomina-
tion de
commis-
saires. gnés dans les délais ci-dessus mentionnés, ils pourront être nom-
més, pour chacune d'elles, par le gouvernement, sur recommanda-
tion du ministre, après consultation par ce dernier auprès du conseil
communautaire.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en
vigueur.